

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION TYPE D'OPÉRATION 8.2.1

DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL MIDI-PYRÉNÉES 2014 - 2020 OPÉRATION D'INSTALLATION DE SYSTÈMES AGROFORESTIERS

*Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.*

OU FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	LA DDT DU DEPARTEMENT DU SIEGE DE VOTRE EXPLOITATION ATTENTION, LE CAS ECHEANT, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DU DÉPARTEMENT DU GERS, LUI ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE
INTITULE DU PROJET	
NOM DU DEMANDEUR	

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET : N° PACAGE :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET :

N° PACAGE :

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE :

préciser

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile

Date de création de l'entreprise :

Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe

mobile

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

COORDONNÉES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

NOM et PRENOM :

Adresse postale :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe mobile

Mél :

IDENTIFICATION DU PROJET

a/ Libellé et descriptif du projet (contexte, objectifs)

préciser notamment si le projet fait l'objet de plusieurs tranches.

Tout document plus détaillé de présentation peut être joint

b/ Localisation du projet : Identique à la localisation du siège du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal : Commune :

c / Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

d) Caractéristiques principales du projet (cocher les cases correspondant à votre projet)

- Utilisation des terres :

Terres arables

Pâturages

Autres (préciser) : _____

- Nature du projet :

Projet agroforestier avec association de cultures

Projet agroforestier avec association d'élevage canards / volailles

Projet agroforestier avec association d'élevage ovins/bovins/équidés/porcins

- Localisation des projets

Projet agroforestier dans une zone à fort enjeu environnemental¹ ou dans une zone vulnérable (préciser la nature de l'enjeu) :

Projet agroforestier dans une zone sans enjeu environnemental identifié

- Intégration dans une démarche collective :

Projet agroforestier inscrit dans une démarche collective GIEE (Groupement Intérêt Economique et Environnemental)

Projet agroforestier non inscrit dans une démarche collective GIEE

e) Localisation cadastrale des surfaces à planter

Désignation des surfaces à planter telles qu'identifiées sur le plan cadastral <i>(rajouter le n° de la surface plantée indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Surface demandée pour l'élément à planter (ha, are) (voir notice)	Nom de la commune de situation du projet	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface de la parcelle cadastrale ha, are, ca
Exemple : N1	1,35	Soulac	5	123	a	10,2478
Exemple : N2	2,55	''	5	122	b	5,3652
Surface totale projetée à planter						

¹ Zone NATURA 2000, Zone Contrat Restauration Biodiversité, Zone à enjeux identifiés par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR		Critères de sélection	Nombre de points (pondération)
Nature des projets agroforestiers	Type d'association	Projet agroforestier avec association de cultures	15
		Projet agroforestier avec association d'élevage canards / volailles	20
		Projet agroforestier avec association d'élevage ovins/bovins/équidés /porcins	25
	Surface engagée	Si supérieure à 1 ha (parcelles à objectif agropastoral) et à 2 ha (pour parcelles à objectif agrosylvicole)	40
		Si inférieur à 1 ha (parcelles à objectif agropastoral) et à 2 ha pour (parcelles à objectif agrosylvicole)	0
Localisation des projets		Projet agroforestier dans une zone à fort enjeu environnemental ou dans une zone vulnérable (= zone Natura 2000, Zone Contrat Restauration Biodiversité, zone à enjeux identifiés par l'Agence de l'Eau Adour Garonne)	10
Démarche collective		Projet agroforestier inscrit dans une démarche collective GIEE	5
Démarche qualité		Productions agricoles sous signes officiels de qualité	20
TOTAL			

Seuil de notation minimal : 45 points.

En cas d'ex æquo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenu la meilleure note selon le critère « type d'associations agroforestières ». Si la note obtenue pour ce critère est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le critère « localisations des projets ».

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics, télécharger la notice et l'annexe « Marchés Publics » sur le site internet www.europe-en-occitanie.eu, compléter l'annexe et la joindre au présent formulaire avec les pièces correspondantes.

Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics : Fournir un devis permettant de qualifier les types de dépenses qui sera comparé au barème plafond (voir notice).

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC.

Dans le cas où certains coûts d'investissements directs sont liés à des opérations réalisées par le bénéficiaire lui-même (auto-construction) ceux-ci doivent faire l'objet d'une déclaration de coûts engagés.

Désignation des surfaces plantées telles qu'identifiées sur le plan cadastral	Essences / cultivars utilisés (dans le cas de plantation)	Nombre de plants mis en place / essence	Montant du barème € HT/plant (a)	Montant des dépenses présentés HT (b) (devis + autoconstruction le cas échéant)	Montant présenté (= a si a<b ou = b si b<a)
Exemple : N1	Frêne commun	20	_ _ _1_ _4_ , 7_ _5_		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			_ _ _ , _ _		
			MONTANT TOTAL DE LA DÉPENSE DÉCLARÉE EN € HT		

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES	Montant HT	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €

A Financement d'origine publique

Financiers publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande
Région		<input type="checkbox"/>
Département <input type="text"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>		<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)		<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>		<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Financements européens (FEADER) sollicités (53 % de la dépense publique)	<input type="text"/>
---	----------------------

Sous-total financeurs publics	<input type="text"/>
--------------------------------------	----------------------

B Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	
Emprunt (a)	<input type="text"/>
Auto – financement (b)	<input type="text"/>
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	<input type="text"/>

Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	<input type="text"/>
Sous-total financeurs privés	<input type="text"/>

TOTAL = A + B

TOTAL général = coût du projet	<input type="text"/>
---------------------------------------	----------------------

(veuillez cocher les cases)

Je déclare et j'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet
- que les terres non boisées ont fait l'objet d'une exploitation agricole pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq dernières années précédant la demande,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire avant la date de dépôt de la demande d'aide

Je m'engage :

- à réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée
- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années (3 ans pour les PME et les exploitations agricoles) suivant le dernier paiement relatif au projet
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles
- le cas échéant, à mentionner sur mon site Web le soutien financier apporté par l'Union européenne

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que l'aide en faveur des opérations d'installation de systèmes agroforestiers est attribuée dans le cadre du règlement (CE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétent en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt, la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT de mon département.

-

Fait à

le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la structure)
Cachet de la structure non obligatoire si nom/prénom/qualité mentionnés

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ²	Sans objet ³	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
Par tous les porteurs de projet :			
Preuve d'identité : <u>Personne physique :</u> Pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité) <u>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics) :</u> statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>		
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire ou postal (BIC/ IBAN)	<input type="checkbox"/>		
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours ou acte notarié	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'exploitation des terres déclarées à la MSA de l'année en cours	<input type="checkbox"/>		
Dans le cas d'une exploitation en fermage : autorisation du propriétaire ou du fermier	<input type="checkbox"/>		
Porteur de projet de droit public et soumis à l'ordonnance n°2015/899 : Annexe « marché public » complétée et joindre les pièces correspondantes	<input type="checkbox"/>		
Pour les porteurs de projets non soumis à l'ordonnance n° 2015/899 : Fournir un devis permettant de qualifier les types de dépenses	<input type="checkbox"/>		
Qualification du maître d'oeuvre : attestation de 3 ans d'expériences en plantations agroforestières ou une attestation de suivi de formation agroforestière de moins d'1 an	<input type="checkbox"/>		
Documents permettant d'apprécier le caractère agricole des surfaces plantées (Déclaration PAC, MSA) pendant au moins 2 années consécutives au cours des 5 dernières précédant la demande.	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation du projet avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications de situation du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de minimis (modèle joint)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les propriétaires fonciers privés			
Attestation de non assujettissement à l'IFI (modèle téléchargeable sur le site www.europe-en-occitanie.eu)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les sociétés ou entreprises privées			
Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les associations			
Statuts de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

² Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

³ Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Budget prévisionnel en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Document attestant de la reconnaissance de l'intérêt général de l'association (attestation de l'administration fiscale,...), le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Composition du conseil d'administration, <i>le cas échéant</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Rapport moral et financier ou dernier compte de résultat (n-1) le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

ATTESTATION RELATIVE AIDES DE MINIMIS

L'aide demandée pour les opérations d'installation de systèmes agroforestiers (mesure 8.2.1) relève du régime « de minimis », conformément au règlement de l'Union Européenne n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

La règle de minimis prévoit qu'un bénéficiaire ne peut recevoir au maximum que 200 000 € d'aides dites de minimis sur une période glissante de 3 exercices fiscaux.

Le fait qu'une aide relève du régime de minimis vous a été indiqué lors de l'octroi de celle-ci.

Je soussigné

NOM et Prénom du demandeur :

--	--

Représentant (indiquer la personne morale le cas échéant)

--	--

J'atteste sur l'honneur :

- n'avoir pas perçu d'aides relevant du régime "de minimis" (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux.
- avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « *de minimis* »

Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Intitulé de l'aide	Montant de l'aide	Organisme ayant attribué la subvention et référence du dossier ou de la décision
Total			

Date et signature